

AMADOU BOUBACAR CISSÉ

DISCOURS PROGRAMME

8 NOVEMBRE 2015

TOUS UNIS AU SERVICE DU NIGER

UNION POUR
LA DÉMOCRATIE
ET LA RÉPUBLIQUE



UDR-TABBAT
UNION-JUSTICE-PROGRÈS

DISCOURS PROGRAMME

POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
PRONONCÉ LE 8 NOVEMBRE 2015



TOUS UNIS AU SERVICE DU NIGER

Sommaire

PREMIER ENJEU La lutte contre la pauvreté.....	8
DEUXIÈME ENJEU L'accès à l'emploi.....	10
TROISIÈME ENJEU La sécurité pour tous.....	12
PREMIERE LIGNE DIRECTRICE L'approche de rassemblement et d'union.....	14
DEUXIÈME LIGNE DIRECTRICE Notre développement économique	16
TROISIÈME LIGNE DIRECTRICE Confiance à notre jeunesse.....	21

*Camarades militantes et militants
Nigériennes, Nigériens,
Chers compatriotes,
Chers amis,*

Je suis très honoré de m'adresser solennellement à vous ce jour, en tant que candidat de notre parti à l'élection présidentielle de notre pays. Je mesure pleinement le poids de la responsabilité et l'importance des engagements en pareille circonstance. Du reste, mon enthousiasme est grand pour arpenter, ensemble avec vous, la marche qui pourra me mener à la magistrature suprême de notre pays. Je suis convaincu que le programme d'action que nous allons proposer au peuple nigérien à court comme à moyen terme, est celui qui répond le mieux à toutes ses aspirations, et qui apporte les meilleures solutions possibles aux problèmes nationaux, régionaux et internationaux auxquels doit faire face le Niger.

Il y a cinq ans, nous avons tous espéré, qu'un vent de renouveau allait enfin souffler sur notre pays et lui donner la force de se forger un destin digne des ambitions légitimes de ses filles et de ses fils. En effet, le retour de la démocratie devait ouvrir les portes d'une société plus unie et plus vigilante pour préserver les intérêts des populations nigériennes, quelle que soit par ailleurs leur origine géographique ou ethnique.

La nouvelle donne économique nationale et étrangère, autorisait en même temps de grands espoirs pour une croissance jamais atteinte et, en conséquence, pour une transformation en profondeur de nos structures économiques et sociales au bénéfice de notre peuple. Des efforts ont été consentis par les Nigériens pour atteindre ces objectifs d'une véritable justice sociale, en faveur des générations futures.

Notre parti, ses dirigeants, militants et sympathisants ont sincèrement cru en cet espoir de changement prometteur pour le Niger et le peuple nigérien. Nous avons donc apporté notre contribution active aux actions entreprises, dès lors qu'elles visaient ce double but :

- ▷ **d'abord, la construction d'une société démocratique**, respectueuse du bien-être et de la sécurité des Nigériens et de leurs biens ;
- ▷ **ensuite, l'édification d'une économie moderne et performante**, mettant en valeur avec efficacité toutes nos ressources naturelles et humaines et assurant l'inclusion de tous dans les progrès réalisés.

Nous n'avons ménagé aucun effort, à quelque niveau de responsabilité à nous confiée, pour la participation et la conduite des programmes devant concrétiser ces objectifs. Ces objectifs vont du renforcement de la sécurité régionale à la mobilisation de ressources financières maximales indispensables aux investissements capables de changer le futur de notre pays. Hélas, nous avons dû nous rendre à l'évidence. Les étapes positives franchies ont été, la plupart du temps, contrecarrées ou déviées par des intérêts particuliers, empêchant ainsi la concrétisation des objectifs initiaux. Le pouvoir en place s'est illustré très rapidement par un manque

de discipline et de rigueur d'une part, et des pratiques peu orthodoxes d'autre part pour consolider ou accroître, les privilèges personnels, aux dépens de l'amélioration du sort du plus grand nombre.

En conséquence, le régime a été incapable, faute de vision, d'améliorer qualitativement le destin des Nigériens et celui de leurs enfants. Nombre d'exemples illustrent ces échecs.

Le Plan de Développement Economique et Social 2012/2015, approuvé en grande pompe et salué par nos Partenaires comme un modèle de cohérence et de réflexion stratégique, n'est déjà plus le « cadre de référence unique » d'action de l'Etat qu'il devait être et les initiatives les plus diverses ont remis en cause ses effets. Il risque de n'être plus bientôt qu'un arbre desséché au milieu d'un paysage rendu hostile par des vents venant de toutes les directions. Les ressources financières considérables mobilisées pour le Niger, dont une bonne partie a été rassemblée sous la forme de dons ou de prêts à des taux très concessionnels grâce à la confiance de nos Partenaires dans le Plan de Développement que nous avons construit, n'ont pu être utilisées de manière suffisamment rapide et rationnelle pour générer tous les effets d'entraînement attendus.

De nombreux retards sont enregistrés dans les investissements programmés et risquent de compromettre la crédibilité internationale que nous étions en train de reconquérir.

Aussi, contrairement aux promesses faites, l'administration ne s'est pas transformée pour devenir un instrument performant de la stratégie de développement prônée par l'État et le fer de lance des mutations annoncées. Le secteur privé tout comme la société civile n'ont pu déployer

pleinement leurs initiatives et ont été vite freinés par l'immobilisme et l'inertie de ceux qui se complaisent dans le passé. Les entreprises nationales, la jeunesse, les personnes vulnérables sont les principales victimes de ces blocages.

Nous avons longtemps essayé de corriger ces faiblesses et ces déviations en restant confiant dans l'orientation politique du régime. Mais nous avons été contraints de constater que ce cap ne serait pas tenu et, de plus, que tout était fait pour remettre en question nos recommandations et notre appui destinés à cette fin. Aujourd'hui, pendant que des changements majeurs s'imposent, et que les menaces se multiplient sur notre pays, notre devoir consiste à proposer au peuple nigérien les orientations stratégiques qui doivent guider l'Etat pour les cinq années futures.

Trois enjeux majeurs me paraissent d'ampleur nationale et constituent en conséquence la base de toutes nos réflexions et de tous nos programmes d'actions. **Le premier est celui de la lutte contre la pauvreté. Le deuxième celui de la capacité de donner un emploi à chacun. Le troisième celui de la préservation de la sécurité pour tous.**

PREMIER ENJEU

La lutte contre la pauvreté

La pauvreté est un mal qui gangrène de longue date une large partie de notre population. Certaines de ses causes comme la rigueur de notre environnement ou le poids des traditions désormais inadaptées à notre monde moderne, sont extérieures.

Mais la plupart des facteurs qui expliquent la persistance de cette situation résultent directement du manque de volonté politique de combattre ce fléau. La modicité des revenus des agriculteurs et des conditions de vie des populations rurales, les faiblesses de notre système éducatif et de formation professionnelle, la faiblesse de notre croissance économique et la répartition inéquitable de ses fruits, les larges failles de notre politique d'urbanisation, l'importance croissante du chômage déguisé, la faible valeur ajoutée de nombreuses activités sont quelques une de nos carences majeures. Les résultats de cette mauvaise gestion sont là. En 2015, le Niger reste encore l'un des pays le plus pauvres du monde. Malgré des litanies de discours et des promesses alléchantes jamais tenues, la pauvreté absolue touche aujourd'hui un Nigérien sur deux selon les Nations-Unies.

Les Objectifs du Millénaire n'ont été atteints que très modestement par le Niger. Cette anomalie est d'autant plus choquante que la situation

s'est sensiblement améliorée dans la plupart des pays de notre Union Monétaire et que nos atouts économiques se sont renforcés sur les cinq dernières années. La raison de cet échec est simple : malgré les affirmations apaisantes, le combat contre la pauvreté et pour l'inclusion de tous dans le développement n'a pas été concrètement au cœur de toutes les actions menées, ni une composante essentielle de tous nos programmes d'investissements. Les paroles n'ont pas conduit aux mesures nécessaires, qui exigeaient à la fois vision à long terme et ténacité dans l'action.

DEUXIÈME ENJEU

L'accès à l'emploi

Le constat est encore plus dramatique pour l'accès à l'emploi. Notre évolution démographique conduira à un triplement de notre population en une génération, soit plus de 50 millions d'habitants en 2050 et son corollaire l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail, accentuant le chômage et le sous-emploi déjà bien réels.

Le mouvement continu d'exode rural demeure préoccupant, poussant vers les villes, une population sans formation et sans ressources, s'accumulant dans les quartiers défavorisés. Cette analyse est dramatiquement absente des discours politiques alors qu'elle devrait être d'autant plus présente que, si rien n'est fait, la prolongation des tendances actuelles sera aussi synonyme d'accroissement de la pauvreté pour beaucoup de catégories vulnérables.

La création maximale d'emplois et la lutte contre le chômage, à court comme à moyen terme, sont donc obligatoirement des points centraux de la stratégie à mener. Celle-ci implique l'utilisation massive de plusieurs canaux : celui de la stimulation, sous toutes formes possibles, d'activités les plus génératrices d'emplois, allant de l'industrie aux services ; celui de la formation d'une main d'œuvre plus qualifiée, mieux adaptée aux offres du marché et plus capable d'améliorer la compétitivité de nos entreprises ; celui de l'encouragement de l'entrepreneuriat individuel

qui peut répondre à de nombreux besoins et multiplier les approches innovantes. En tous ces domaines, il y a urgence absolue.

- ▷ **Urgence pour répondre aux exigences légitimes d'une jeunesse** qui cherche désespérément des perspectives d'avenir et qui ne trouve que le néant.
- ▷ **Urgence pour offrir du travail et une rémunération décente** à ceux qui se sentent trompés au sortir de l'école, du lycée ou de l'université, en voyant l'insuffisance de leur formation et leur incapacité à nourrir leur famille."
- ▷ **Urgence pour ceux qui ont déserté les campagnes** en espérant une vie meilleure et voient leurs illusions s'écrouler.

TROISIÈME ENJEU

La sécurité pour tous

Ces drames débouchent sur la troisième peur majeure : celle de l'insécurité. Celle-ci prend diverses formes.

La plus immédiate est bien sûr l'insécurité physique et la menace croissante du terrorisme qui pèse sur le pays et sur chacun de nous. Sur ce point, des actions courageuses ont été menées dans les dernières années, qui doivent être saluées. Mais il faut aller beaucoup plus loin dans le renforcement de nos forces armées et de notre protection de l'ensemble du territoire, dans la coordination régionale, et même l'intégration de notre lutte contre les bandes de terroristes qui sévissent dans le Sahel, dans le recours aux forces internationales pour nous appuyer dans le présent et former nos propres troupes pour le futur. C'est une obligation de long terme dont le succès conditionne celui de nos actions de développement économique en même temps qu'elle les impose. Toutefois, l'insécurité est aussi économique avec la pauvreté et le chômage comme nous l'avons souligné ci-dessus. Elle est encore administrative car notre fonction publique ne fonctionne pas jusqu'ici comme chacun l'attend et en a besoin. Faute de moyens sans doute, mais surtout faute de sens du service public pour beaucoup de fonctionnaires, notre administration souffre terriblement de lenteur, d'inefficacité et de transparence. Elle n'est pas un appui ou une protection pour l'individu ou l'entreprise, contrairement à ce qu'elle devrait être, mais un fardeau. Qu'il s'agisse de la justice, des impôts, des opérations foncières, la loi est souvent bafouée.

Faute de remplir ses devoirs, l'Etat se trouve ainsi décrédibilisé et souffre d'une grande méfiance de la part des citoyens. Il perd son autorité alors qu'il en a spécialement besoin pour gérer avec succès tous les défis qui lui sont posés.

Pour mener victorieusement ces luttes contre la pauvreté, le chômage et l'insécurité, le futur Président du Niger devra conduire tout au long de son mandat une politique cohérente concernant tous les aspects de la vie économique et sociale. Cette politique s'appuiera sur un projet de société, c'est-à-dire une vision à long terme de l'avenir du pays et sur un ensemble de programmes bien articulés entre eux, qui permettront de transformer cette vision en réalité de demain, que le peuple approuvera à travers l'élection de février prochain. Pour notre part, ce projet de société sera partagé avec vous au fur et à mesure du déroulement de notre campagne et enrichi à chaque étape, si nécessaire, de vos commentaires. Je voudrais toutefois évoquer devant vous trois lignes directrices de ce projet : **le Rassemblement, le Développement et la Jeunesse.**

PREMIÈRE LIGNE DIRECTRICE

L'approche de rassemblement et d'union pour cette élection

Celle-ci reflète notre profonde conviction que l'ampleur des défis que nous avons à relever et l'importance des obstacles à franchir pour en triompher nécessitent une mise en commun de toutes les énergies, toutes les intelligences et toutes les volontés de ceux qui sont convaincus que le Niger peut sortir des cercles vicieux où il est enfermé depuis longtemps.

Nous ne ferons donc preuve d'aucun sectarisme et nous sommes prêts à recevoir comme compagnons de route, ceux qui partageront le goût de l'action plutôt que du bavardage et du laxisme, le sens du devoir plutôt que celui du privilège, le respect de la solidarité et de l'inclusion plutôt que celui du laissez-faire des inégalités, le choix de la récompense du mérite et de la sanction des fautes commises, la volonté de progrès contre celle d'immobilisme et de protection de droits acquis injustifiés.

Nos ennemis seront les laxistes, les égoïstes. Nos détracteurs ne pourront être que ceux qui renoncent à se battre. Nos amis et nos alliés seront ceux qui croient que le Niger peut avoir un destin meilleur dès lors que ses

dirigeants œuvrent bien pour tous et que toutes ses filles et tous ses fils se donnent la main pour atteindre cette rive nouvelle. C'est notre idée de la démocratie et de la responsabilité que doivent assumer ceux qui gouvernent, sans parti pris, sans exclusion, en gardant une proximité de chaque jour avec toutes couches sociales et toutes les émanations de la société civile. C'est à ce seul prix que nous garderons conscience des aspirations du plus grand nombre et que nous préserverons la volonté de les réaliser dans les meilleurs délais. Cela ne voudra pas dire une politique au gré du vent, mouvante et sans volontarisme. Au contraire, il nous faudra une capacité à faire comprendre et partager nos ambitions essentielles et les efforts indispensables pour les réaliser. Mais cela veut dire une concertation permanente et élargie pour que les orientations retenues gagnent en représentativité et donc en force.

DEUXIÈME LIGNE DIRECTRICE

Notre développement économique

C'est une nécessité pour transformer le pays rapidement et en profondeur et répondre à la dynamique démographique qui se prolongera durant les prochaines décennies. Pour réussir, le Niger doit s'appuyer sur ses atouts actuels et en mobiliser d'autres.

LA CONSTRUCTION D'UNE CROISSANCE FORTE,
SAINE ET DURABLE

Le traditionnel point fort du pays est le secteur minier. Longtemps centré sur la production d'uranium, celui-ci s'est heureusement récemment diversifié, avec le démarrage de la production pétrolière, et compte encore de nombreuses richesses à exploiter, pour lesquels les partenaires potentiels sont nombreux et les retombées significatives en termes d'emplois.

Le secteur des infrastructures peut être un deuxième moteur d'une croissance soutenue.

L'accent est porté depuis longtemps sur l'expansion du réseau mais pas assez sur son entretien. Une optimisation des investissements dans ce secteur est encore nécessaire **Mais le secteur énergétique est de-**

venu une urgence absolue et la priorité est à donner aux projets hydroélectriques et surtout solaires, pour lesquels le Niger présente un grand avantage comparatif. Ce secteur est en outre en lui-même générateur de progrès potentiels dans de nombreux domaines.

Les autres moyens de renforcer la croissance nationale sont au contraire pour l'essentiel à construire :

- ▷ **celui d'un secteur primaire puissant**, moderne et efficient en premier lieu. Le Niger possède les ressources naturelles et les hommes. Il lui faut mettre en place les moyens financiers, de formation et techniques pour exploiter ses atouts et disposer d'un secteur suffisamment productif et compétitif pour garantir sa sécurité alimentaire et soutenir sa croissance ;
- ▷ **celui d'un secteur de la construction** en mesure de répondre aux besoins nés de l'expansion démographique et de l'urbanisation, visant également la construction pour tous de logements décents ;
- ▷ **celui de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme**, qui sont les secteurs apportant le plus d'emplois qualifiés et qui pourront transformer en profondeur l'appareil économique national et assurer la pérennité de la croissance.

Pour faciliter ces évolutions, l'État aura à améliorer constamment et rapidement l'environnement dans lequel travaillent les entreprises et à soutenir les initiatives privées concourant à la croissance et au renforcement des structures économique productives. Le fonctionnement efficace de l'administration, la pertinence de la fiscalité, l'amélioration de l'appareil judiciaire seront ici des éléments clés.

FAIRE NAITRE UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE ET SOLIDAIRE

Quatre principaux leviers d'action pourraient être utilisés. Ils viseront à la fois à apporter le soubassement nécessaire à une croissance forte et durable, d'une part, et à donner à la population des progrès notables dans ses conditions de vie, d'autre part.

- ▷ **Le renforcement de l'enseignement général et professionnel** est l'élément prioritaire. Cette action doit avoir des objectifs tant quantitatifs que qualitatifs. Elle permettra à la fois l'élévation du niveau moyen de formation des jeunes et des adultes et une meilleure capacité des demandeurs d'emploi à répondre aux offres de travail des entreprises.
- ▷ **La consolidation du système de santé et de protection sociale.** Elle doit porter en même temps sur les équipements disponibles, sur l'accroissement des personnels de santé et de leur compétence, sur la meilleure prise en charge par l'Etat de certaines dépenses. L'attention portée aux catégories les plus vulnérables et aux parties du territoire les plus isolées, et notamment les campagnes, sera décisive pour favoriser la réalité du « vivre ensemble ».
- ▷ **Le développement d'une politique efficace d'aménagement** du territoire. Il doit viser d'abord la garantie de la sécurité de tous en chaque partie du pays. Il lui faut intégrer également la création de pôles régionaux de développement capables de freiner l'exode rural, de promouvoir ainsi un meilleur équilibre au sein du pays et de mieux maîtriser l'urbanisation, surtout dans la capitale. Il faut enfin en

conséquence donner aux structures locales les moyens financiers pour assumer les missions qui leur sont confiées.

- ▶ **L'affinement et la diversification des instruments d'une politique distributive.**

C'est une composante décisive de la stratégie de solidarité et d'inclusion que défend notre projet de société et qui peut s'exercer en particulier par la fiscalité, la subvention et la coopération avec des organismes privés.

RENFORCER L'INTÉGRATION DU NIGER DANS LA RÉGION ET LE MONDE, DANS LE RESPECT DES VALEURS NATIONALES

- ▶ **La priorité de cet axe est la participation plus active du Niger à la construction régionale.** Celle-ci doit se traduire par une forte présence du pays dans les structures régionales en place et une position volontariste au sein de celles-ci, par une application diligente au niveau national des décisions régionales et par l'encouragement de projets régionaux, notamment dans

les infrastructures. Outre ses avantages économiques, cette coopération régionale est aussi le seul moyen de résister efficacement aux dangers terroristes qui nous menacent et de les terrasser définitivement.

- ▶ **La meilleure intégration du Niger dans le reste du monde.** De nombreuses nations et organisations internationales et régionales

sont prêtes à faire confiance au Niger et à lui apporter d'importants soutiens financiers et techniques si le pays donne les preuves de sa volonté à faire du développement économique une priorité absolue et profitable à tous. Nous devons tout mettre en œuvre pour bénéficier de ce capital de sympathie, notamment pour la mutation structurelle de notre administration et de

notre économie. Par ailleurs, une intégration plus poussée de celle-ci dans le commerce mondial devrait générer de nouvelles perspectives d'activité et de croissance.

- ▷ Cette évolution ne remet pas en cause une soigneuse préservation de l'identité nationale qui s'appuiera sur la richesse de notre histoire, la qualité de nos traditions et de notre culture, la crédibilité de nos élites traditionnelles.

Comme vous l'avez vu, notre projet de société constitue une véritable rupture par rapport aux politiques suivies jusqu'ici dans notre pays.

TROISIÈME LIGNE DIRECTRICE

Confiance à notre jeunesse

Cette rupture nous ramène irrémédiablement à la jeunesse et au rôle clé qu'elle doit jouer dans la mise en œuvre de ce projet. Elle seule réunit en effet toutes les qualités qui sont les mieux à même d'assurer notre réussite.

Ce sont d'abord les jeunes qui sont les plus concernés par l'avenir puisque leur vie commence et que nos décisions forgeront totalement toute leur vie professionnelle, sociale, familiale : ils seront donc les plus motivés par la définition précise et fiable du cadre institutionnel, économique et social dans lequel ils vivront. C'est la jeunesse qui saura le mieux se dégager de l'empreinte d'un passé jonché d'échecs ou de demi-succès, de peurs et de compromissions dont ils ne sont que les victimes. C'est la jeunesse qui est le mieux informée des changements de ce monde et des nouvelles possibilités techniques qu'il nous offre autant que des nouveaux comportements qu'il nous impose.. C'est son dynamisme qui nous est nécessaire pour faire face aux efforts, aux changements, aux travaux herculéens indispensables pour briser les cercles vicieux dans lesquels nous sommes enfermés et qui briment notre développement.

Ce sont les qualités de cette jeunesse qui s'inscrivent le mieux dans les idéaux que nous voulons défendre et faire triompher :

celui de la justice qui prévaut pour tous, celui du mérite qui doit être récompensé car c'est lui qui garantit l'atteinte du but, celui de la solidarité et du partage qui établiront des garde-fous contre des inégalités excessives et amèneront enfin cette inclusion de tous dans le progrès. Ce sont les jeunes, nés dans le monde de la communication et dans l'ère digitale, qui pousseront notre pays à oser affronter les mutations qui font peur aux anciens mais hors desquelles le Niger resterait isolé et perdant. C'est de leur esprit critique que nous avons besoin pour nous remettre en question et pour pousser assez loin les réflexions sur tous les sujets jusqu'à trouver les solutions les mieux adaptées.

C'est leur exigence qui amènera nos services publics à redresser la tête et à prendre à cœur leur devoir de servir sans faille tous les citoyens sans exception. C'est leur fierté qui donnera au Niger la volonté et la force de se battre contre tous les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur et de se dresser contre tous les totalitarismes.

Voilà pourquoi nous lançons cet appel à la jeunesse pour qu'elle s'associe pleinement à notre projet. Ce n'est pas un effet de mode. Ce n'est pas seulement une demande pour qu'elle vote massivement et exprime sa voix lors des prochaines élections. Ce n'est pas non plus le signe d'un renoncement de la part des générations plus anciennes et d'un abandon des responsabilités de celles-ci : l'expérience des aînés est aussi quelque chose d'irremplaçable qui permet d'éviter les pièges et les erreurs et de s'appuyer sur les leçons de l'Histoire pour mieux façonner le futur.

Non. Il s'agit seulement, pour la première fois, d'inviter les jeunes à participer significativement, à côté de leurs aînés, à l'exercice du pouvoir. Ainsi,

dans le mandat qui sera donné au Président, celui-ci pourra s'appuyer également sur les représentants de cette jeunesse longtemps écartée, spectateur auparavant silencieux et résigné d'une politique qui faisait fi de ses besoins et de ses espoirs. Cette alliance des générations sera aussi une illustration du grand rassemblement que nous voulons réaliser.

Vive le Niger !

**Vive l'UDR-TABBAT
encore plus uni et plus fort
au service du peuple nigérien !
Vive la démocratie et la République !**

